



28 août 2008

Chers actionnaires,

Durant le deuxième trimestre, nous avons continué de réaliser des progrès concernant le développement de nos candidats-vaccins contre une pandémie de grippe aviaire causée par le virus H5N1 et contre la grippe saisonnière, en plus d'entamer des pourparlers avec des partenaires potentiels en vue de commercialiser notre technologie de production à l'échelle mondiale.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons découvert que notre vaccin PPV contre une pandémie de grippe H5N1 procure un niveau d'immunoprotection significatif chez les furets après une seule dose de 5 microgrammes, en plus d'offrir des niveaux de protection importants contre trois des souches les plus mortelles du virus H5N1 après l'injection de deux doses. Nous croyons que cette découverte est significative, car si les résultats obtenus avec les furets se répètent chez l'humain, notre vaccin PPV H5N1 pourrait procurer une protection après une seule dose. Les vaccins contre le virus H5N1 qui sont actuellement approuvés par la FDA aux États-Unis nécessitent deux doses de 90 microgrammes. Les furets constituent le modèle animal qui permet de prédire avec le plus d'exactitude l'efficacité des vaccins antigrippaux chez l'humain.

Les résultats obtenus avec les furets et l'étude de la toxicité chez l'animal sont les dernières étapes préalables au dépôt d'une demande d'essai clinique (CTA) afin que nous puissions entreprendre notre essai clinique de phase I en 2009. La récente qualification cGMP de nos installations de production favorise l'atteinte de cet objectif, car elle constitue un préalable pour la production du vaccin de qualité clinique qui sera utilisé dans le cadre des essais de phase I. Il s'agit donc là d'un autre jalon technique important pour notre société.

Après la clôture du trimestre, nous avons obtenu une subvention pouvant atteindre 279 700 \$ du Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada (PARI - CNRC) afin de soutenir la mise au point de notre programme de vaccin PPV contre la grippe saisonnière. La mise au point d'un candidat-vaccin contre la grippe saisonnière s'inscrit dans notre stratégie visant l'expansion de notre portefeuille de produits. À l'heure actuelle, on estime à quelque 4 G\$ par année la valeur du marché mondial des vaccins contre la grippe saisonnière. Comme c'est le cas avec notre vaccin pandémique, notre candidat-vaccin contre la grippe saisonnière pourrait présenter des avantages au chapitre de la rapidité et des coûts par rapport aux technologies concurrentes qui existent actuellement et il sera très bien positionné sur ce marché en plein essor. Nous prévoyons recevoir les premiers résultats de notre étude d'immunogénicité au cours du premier semestre de 2009.

Nos réalisations récentes ont également commencé à attirer l'attention de nouveaux partenaires potentiels en Europe, en Asie et en Afrique, qui croient que notre technologie pourrait leur permettre de faire face à certains défis liés à la production de vaccins et à l'approvisionnement de leur marché. C'est dans cette perspective que nous nous sommes entendus avec le parc de biotechnologie du Génopole d'Évry pour évaluer la possibilité d'établir en France une usine de production de vaccins pandémiques fondés sur notre technologie propriétaire basée sur les plantes.

Parallèlement, nous demeurons en pourparlers avec différents partenaires, dont une société Fortune 100, en vue d'assurer notre plan de développement.

Malgré les défis posés par les remous qui agitent les marchés financiers, nous croyons en la valeur fondamentale de notre technologie et nous nous engageons à nous fixer des objectifs clairs et à tout mettre en œuvre pour les réaliser afin que vous soyez en mesure d'évaluer nos progrès. Au nom du conseil d'administration, de nos employés et de nos partenaires, nous vous remercions de votre appui et de votre attachement à notre vision.

Je vous prie d'agréer mes salutations les plus cordiales.

A handwritten signature in black ink that reads 'Andrew J. Sheldon'.

Andrew J. Sheldon  
Président et chef de la direction

## **DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2008**

### **RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Tous les montants sont exprimés en dollars canadien à moins d'indication contraire.

#### **Généralités**

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la société pour les périodes de trois et six mois et terminées les 30 juin 2008 et 2007. Il doit être lu en parallèle avec les renseignements figurant dans les états financiers consolidés et les notes afférentes pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 inclus dans le rapport annuel de la société, lesquels sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »).

Le rapport annuel 2007 de la société ainsi que plusieurs autres renseignements concernant les affaires de la société sont disponibles sur le site de SEDAR à l'adresse internet suivante : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Les états financiers consolidés et les notes complémentaires afférentes présentées dans ce rapport de gestion n'ont pas fait l'objet d'une mission d'examen de la part des vérificateurs externes de la société. Pour le moment, Medicago considère que les coûts relatifs à un examen de ses états financiers intermédiaires excèdent les avantages reliés à un tel examen.

#### **Énoncés prospectifs**

Certains renseignements figurant dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes incluent notamment le stade précoce d'évolution de la société, les antécédents de perte d'exploitation, la réglementation des médicaments et l'approbation des produits, la réglementation des plantes génétiquement modifiées et d'autres risques. Plusieurs risques sont inhérents au secteur de la biotechnologie et d'autres plus spécifiques à Medicago. Pour plus de renseignements sur les facteurs de risques et incertitudes, consultez le rapport annuel de la société.

#### **Vue d'ensemble de la société**

Medicago vise à développer, à produire de manière efficace et à bas prix des vaccins en utilisant son système exclusif d'expression à base de particules pseudo-virales (ou Virus-Like Particules en anglais). Medicago utilise son système d'expression transitoire pour produire un candidat-vaccin contre le virus aviaire H5N1 à base de particules hautement immunogènes. Le système d'expression transitoire permet de produire des antigènes recombinants dans les cellules de plantes non transgéniques avec rapidité et à moindre coût que les technologies traditionnelles. Cette technologie permet de produire un vaccin pouvant être soumis aux essais environ un mois après l'identification et la réception des séquences génétiques de la souche pandémique. Cet échéancier permettrait de vacciner la population avant la première vague de pandémie et de produire une quantité suffisante de vaccins pour répondre à la demande des marchés mondiaux.

#### **Continuité de l'exploitation**

Les états financiers de la Société ont été établis sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation considérant que la Société poursuivra son exploitation dans un avenir prévisible et sera à même de réaliser ses actifs et d'acquitter ses passifs dans le cours normal des activités. La Société n'a toujours pas atteint le seuil de rentabilité désiré et continue la recherche de nouvelles alliances afin d'atteindre l'objectif de croissance de ses revenus pour la continuité de ses activités de recherche. La capacité de la Société de poursuivre son exploitation, et de réaliser la pleine valeur de ses actifs et d'acquitter ses passifs lorsque dus, dépend de la capacité de la direction de mettre en œuvre son plan d'affaires avec succès incluant l'augmentation des revenus et le développement de ses produits. La Société recherche d'autres sources de financement mais ne peut assurer que ces recherches seront fructueuses et permettront de poursuivre ses activités. Les présents états financiers ne comprennent pas les ajustements ou les informations à fournir qui pourraient découler de l'incapacité de la Société de poursuivre son exploitation. Si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée pour l'établissement des présents états financiers, des ajustements devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des pertes et au classement des postes du bilan.

La direction croit que de nouvelles sources de financement sous forme d'équité ou de dettes sont nécessaires pour la poursuite des activités de la société. Il n'y a pas de certitude que la direction sera en mesure de réussir ces démarches.

### **Revenus et charges**

Les revenus sont tirés de licences ainsi que de la recherche sous contrat et des versements d'étapes s'y rattachant.

Les frais de recherche et de développement se composent principalement des frais de personnel et des frais connexes liés aux activités de recherche sous contrat pour le développement du portefeuille des produits de la société.

Les frais généraux et administratifs, de développement des affaires et de propriété intellectuelle se composent de frais de personnel et des frais connexes liés aux services de la société ainsi qu'aux honoraires professionnels, aux loyers, aux frais de services publics, aux assurances et aux autres charges de la société. Ils comprennent également les coûts de propriété intellectuelle et des frais connexes liés à l'élaboration et au maintien du portefeuille de propriété intellectuelle de la société.

### **Principales conventions comptables et estimations comptables**

Il n'y a eu aucun changement important dans les conventions comptables de la société depuis le 31 décembre 2007 à l'exception de l'application des nouvelles conventions comptables telles que décrites plus bas. Pour une description complète des principales conventions comptables et des estimations importantes, se référer à la section correspondante de notre rapport annuel 2007.

### **Nouvelles conventions comptables et modifications comptables futures**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la société a adopté les chapitres suivants du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés : 1535, *Informations à fournir concernant le capital*, 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, 3863, *Instruments financiers – présentation*, et 3031, *Stocks*, qui remplace le chapitre 3030 portant le même libellé.

L'adoption de ces conventions et les modifications comptables futures sont décrites en détail à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires de la société pour le second trimestre terminé le 30 juin 2008.

En 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du *Plan de mise en œuvre pour l'intégration des Normes internationales d'information financière (IFRS) dans les PCGR canadiens* du CNC. Ce plan fournit un aperçu des décisions cruciales que devra prendre l'ICCA afin d'harmoniser les normes des principes comptables généralement reconnus du Canada et les IFRS lors de la mise en œuvre du plan stratégique. Bien que les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR canadiens, des divergences importantes en matière de politiques comptables devront être aplanies. L'ICCA a confirmé que la transition des PCGR canadiens au IFRS s'effectuera le 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour les sociétés tenues de rendre des comptes publics. Dans la foulée de ces changements, la Société est présentement en train d'élaborer des plans internes de mise en œuvre afin de se conformer aux lignes directrices des futures obligations en matière de reddition de comptes.

## Résultats d'exploitation consolidés

<i>Non vérifiés</i>	Trimestres terminés les			
	30 juin 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007	30 septembre 2007
Revenus	583 000 \$	1 665 000 \$	56 000 \$	-
Perte nette	(1 577 000 \$)	(326 000 \$)	(2 054 000 \$)	(1 002 838 \$)
Perte de base nette et diluée par action	(0,05 \$)	(0,01 \$)	(0,07 \$)	(0,06 \$)
	30 juin 2007	31 mars 2007	31 décembre 2006	30 septembre 2006
Revenus	-	18 500 \$	20 000 \$	14 128 \$
Perte nette	(1 550 000 \$)	(1 647 000 \$)	(2 274 000 \$)	(1 784 324 \$)
Perte de base nette et diluée par action	(0,09 \$)	(0,10 \$)	(0,13 \$)	(0,16 \$)

### *Comparaison entre les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2008 et 2007*

Les revenus tirés des contrats de recherche étaient de 583 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008 comparativement à aucun revenu pour le trimestre correspondant de 2007. Cette augmentation provient principalement du paiement d'étape de 500 000 \$ reçu au cours du trimestre, relativement à un accord de licence non-exclusive totalisant 2 000 000 \$ signé en février 2008 avec une compagnie Fortune 100.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008, les revenus tirés de contrats de recherche étaient de 2 248 000 \$ comparativement à 18 500 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2007. Cette augmentation de revenus provient des deux accords de licence non-exclusive signés avec une compagnie Fortune 100. Le premier accord d'une valeur totale de 500 000 \$ signé en 2007 a généré des revenus de 444 000 \$ au cours des six premiers mois de 2008 et les revenus du deuxième accord, signé en février 2008, étaient de 2 000 000 \$. Ces revenus ont été diminués d'un montant de 196 000 \$ qui représente la valeur des 2 000 000 de bons de souscription d'actions ordinaires émis lors de la signature du deuxième accord de licence non-exclusive. Chaque bon de souscription donne le droit au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,23 \$ la première année, 0,25 \$ la deuxième année et 0,27 \$ la troisième année qui se termine le 7 février 2011.

Les frais de recherche et de développement (R&D) ont augmenté de 241 000 \$, pour s'établir à 1 116 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2008. Les frais de R&D ont été supérieurs en raison principalement des études précliniques réalisées par la société sur son vaccin à particules pseudo-virales visant une protection contre une pandémie de grippe H5N1 au cours du trimestre. Plus de fournitures de laboratoires et d'analyses (58 000 \$) et de consultants (91 000 \$) ont été requis pour la production de matériel et la réalisation d'études pré-cliniques. Les salaires et avantages sociaux ont été plus élevés au deuxième trimestre de 2008 (82 000 \$) comparativement à 2007 en raison de l'embauche de nouveaux employés requis pour la Phase I à venir.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008, les frais de recherche et de développement (R&D) ont augmenté de 617 000 \$ pour s'établir à 2 232 000 \$ comparativement à 2007. Les frais de recherche et de développement ont augmentés principalement en raison des études précliniques de la Compagnie pour le vaccin VLP pour la grippe aviaire H5N1 qui se sont tenues au cours de cette période. Plus de fournitures de laboratoires et d'analyses (158 000 \$) et de consultants (132 000 \$) ont été requis pour la production de matériel et la réalisation d'études pré-cliniques. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté à 232 000 \$ pour la première période de six mois comparativement à 2007, en raison principalement du paiement de bonis dans le premier trimestre de 2008 alors qu'aucun boni n'avait été payé en 2007, ainsi que l'embauche de nouveaux employés requis pour la Phase I à venir.

Les crédits d'impôt à l'investissement se sont établis à 352 000 \$ pour le trimestre se terminant le 30 juin 2008, soit 42 000 \$ de plus que pour le même trimestre terminé le 30 juin 2007. L'augmentation pour le dernier trimestre est due à l'augmentation des dépenses de R&D. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008, les crédits d'impôt à l'investissement ont augmenté de 305 000 \$ pour s'établir à 691 000 \$. Cette augmentation est expliquée par l'augmentation des dépenses de R&D et au fait que, suite à son premier appel public à l'épargne en août 2006, et jusqu'au 30 juin 2007, la société n'a pu réclamer les crédits d'impôts

fédéraux de l'ordre de 35%. Le 1<sup>er</sup> avril 2007 la société a procédé à une réorganisation corporative en créant une nouvelle entité entièrement dédiée aux activités de recherche et développement permettant ainsi de maximiser les crédits d'impôts.

Les frais généraux et administratifs, et ceux relatifs au développement des affaires et à la propriété intellectuelle, ont augmenté de 133 000 \$ pour s'établir à 747 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2008, comparativement à 2007. Les principales variations sont une augmentation des honoraires de consultants (94 000 \$) et le paiement de bonis (57 000 \$). L'augmentation des honoraires de consultants est due aux honoraires payés pour la récupération de nouveaux crédits d'impôt pour les années précédentes et représente 50% des crédits d'impôts reçus.

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008, les frais généraux et administratifs, et ceux relatifs au développement des affaires et à la propriété intellectuelle ont augmenté de 243 000 \$ pour s'établir à 1 434 000 \$ comparativement à 2007. Les principales variations sont une augmentation des honoraires de consultants (94 000 \$) tel que décrit précédemment, le paiement de bonis (66 000 \$), les salaires et avantages sociaux (60 000 \$) et honoraires pour des travaux sous-contractuels (75 000 \$). L'augmentation des salaires et avantages sociaux s'expliquent par le paiement de bonis dans le premier trimestre de 2008 alors qu'aucun boni n'avait été payé en 2007. Les honoraires de consultants ont augmenté suite au remplacement du chef de la direction financière par un consultant.

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 122 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2008 (244 000 \$ depuis le début de l'année), 32 000 \$ de moins que le trimestre correspondant de 2007 (48 000 \$ de moins depuis le début de l'année). Moins d'acquisitions en 2007 expliquent cette diminution.

L'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 27 000 \$ au cours du trimestre terminé le 30 juin 2008, et à 56 000 \$ depuis le début de l'année, comparable aux périodes correspondantes de 2007.

Les autres frais financiers nets se sont élevés à 507 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2008, soit 305 000 \$ de plus que pour la même période en 2007. Cette augmentation est attribuable principalement à la hausse des intérêts rattachés aux emprunts bancaires pour 51 000 \$, de l'amortissement des frais de financement reportés plus élevés de 86 000 \$ et par le fait qu'il n'y ait pas eu de revenus de subvention en 2008 comparativement à 159 000 \$ en 2007. L'augmentation de l'amortissement des frais de financement reportés fait suite à la convention intervenue avec Investissement Québec (IQ) en vertu de laquelle il a été convenu de capitaliser 50 % des intérêts de 2008. En contrepartie, la société a émis, en mai 2008, 643 877 bons de souscription permettant d'acquérir un nombre équivalent d'actions ordinaires à un prix de 0,70 \$ par action pour une période de trois ans. La juste valeur de ces bons de souscription s'élève à 258 260 \$ et est amortie en 2008. Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008 des intérêts au montant de 151 000 \$ ont été capitalisés au solde de la dette comparativement à 311 000 \$ en 2007 lorsque 100% des intérêts étaient capitalisés.

Depuis le début de l'année, les autres frais financiers nets ont augmenté de 437 000 \$ pour s'établir à 896 000 \$. Cette augmentation est attribuable principalement à la hausse des intérêts rattachés aux emprunts bancaires pour 73 000 \$, de l'amortissement des frais de financement reportés plus élevés de 86 000 \$, des intérêts plus élevés de la dette Bio-Levier de 15 000 \$ et par le fait qu'il n'y ait pas eu de revenus de subvention en 2008 comparativement à 252 000 \$ en 2007. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008, des intérêts au montant de 311 000 \$ ont été capitalisés au solde de la dette comparativement à 611 000 \$ en 2007 lorsque 100% des intérêts étaient capitalisés.

La perte consolidée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2008 se chiffre à 1 577 000 ou 0,05 \$ par action, comparée à 1 550 000 \$ ou 0,09 \$, par action pour cette période en 2007. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008, la perte consolidée se chiffre à 1 902 000 \$ ou 0,07 \$ par action, comparée à 3 197 000 \$ ou 0,18 \$ par action pour la période correspondante en 2007.

## Situation financière

	<b>Au 30 juin 2008 (non vérifiés)</b>	<b>Au 31 décembre 2007 (vérifiés)</b>
Actif à court terme	<b>2 621 000 \$</b>	1 312 000 \$
Immobilisations corporelles	<b>3 987 000 \$</b>	4 061 000 \$
Passif à court terme	<b>(1 995 000 \$)</b>	(2 041 000 \$)
Dette à long terme	<b>(14 699 000 \$)</b>	(14 451 000 \$)
Capitaux propres négatifs	<b>8 829 000 \$</b>	(9 831 000 \$)

La société avait pour 0,9 M \$ de trésorerie et équivalents au 30 juin 2008, une augmentation de 0,7 M \$ depuis le 31 décembre 2007. Le fonds de roulement s'établissait à 0,6 million de dollars au 30 juin 2008.

L'actif consolidé total s'élevait à 7,9 M \$ au 30 juin 2008, soit une augmentation de 1,2 M \$ par rapport à 6,7 M \$ au 31 décembre 2007. Cette augmentation provient principalement d'une augmentation des trésoreries et équivalents pour 0,7 M \$. La dette à long terme a augmenté de 0,2 M \$ pour s'établir à 14,7 M \$, résultant principalement des intérêts capitalisés sur le prêt Bio-Levier.

Les principaux besoins de capitaux de la société comprennent les fonds requis pour ses activités de recherche et de développement, y compris les essais précliniques et cliniques, et les dépenses en immobilisations engagées pour le développement de son usine-pilote de même que les fonds nécessaires au fonds de roulement. Depuis le début de ses activités, la société a comblé ses besoins de trésorerie principalement par les sources de financement suivantes : émission de titres, crédits d'impôt à l'investissement, financement gouvernemental, recouvrements de coûts, revenus de contrats de recherche, émission d'une dette à long terme et une dette à long terme garantie par les crédits d'impôts à l'investissement.

La direction de la société est d'avis que, avec les ressources financières présentement à sa disposition, elle a besoin de lever immédiatement de nouvelles sources de financement pour pouvoir poursuivre ses activités. La société a débuté ses démarches de recherche de financement.

La capacité de la société à poursuivre son exploitation dépend de sa capacité d'obtenir du financement supplémentaire. La société tente actuellement d'obtenir du financement sous forme d'emprunts ou de titres de participation mais il n'y a aucune assurance que ces mesures porteront fruits (voir « Facteurs de risque » dans le rapport annuel 2007).

Les activités d'investissement sont assujetties aux lignes directrices énoncées dans la politique d'investissement de la société. Celle-ci investit seulement dans des titres liquides de qualité supérieure émis par des institutions bancaires reconnues.

Au 30 juin 2008, la dette à long terme de la société s'établit à 14,7 M \$. Aux termes du contrat d'emprunt de Bio-Levier, la société doit maintenir un ratio du fonds de roulement d'au moins 1,3:1. Au 30 juin 2008, ce ratio s'établit à 1,31:1 (0,64:1 au 31 décembre 2007, la société avait une dérogation d'IQ).

## Liquidités, flux de trésorerie et ressources en capital

<i>Non vérifiés</i>	Période de trois mois terminée le 30 juin 2008	Période de trois mois terminée le 30 juin, 2007	Période de six mois terminée le 30 juin 2008	Période de six mois terminée le 30 juin 2007
Activités d'exploitation	(1 510 000 \$)	(1 453 000 \$)	(1 528 000 \$)	(2 481 000 \$)
Activités de financement	(128 000 \$)	1 957 000 \$	2 395 000 \$	1 800 000 \$
Activités d'investissement	(92 000 \$)	(64 000 \$)	(147 000 \$)	1 111 000 \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents	(1 730 000 \$)	467 000 \$	720 000 \$	431 000 \$

### *Activités d'exploitation*

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont augmenté de 57 000 \$ pour atteindre 1 510 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2008. Depuis le début de l'année, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont diminué de 953 000 \$ pour atteindre 1 528 000 \$. Cette diminution est principalement expliquée par la diminution de la perte nette des éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents au montant de 1 557 000 \$. La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement a nécessité 605 000 \$ de fonds supplémentaires au cours de la même période en 2007; cette variation est principalement engendrée par la hausse de 566 000 \$ des crédits d'impôt à l'investissement.

### *Activités de financement*

Depuis le début de l'année, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont augmenté de 0,6 M \$ à 2,4 M \$ comparativement à la période correspondante en 2007. L'augmentation est principalement le résultat d'un placement privé de 13 000 000 unités à 0,20 \$ par unité pour un produit brut de 2 600 000 \$ en 2008 comparativement à un placement privé de 2 000 000 \$ en 2007. Pour le placement privé de 2008, chaque unité est composée d'une action ordinaire de la société et d'un demi bon de souscription. Chaque bon de souscription donne le droit au détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,25 \$ pendant deux ans.

### *Activités d'investissement*

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement (excluant la variation du dépôt à terme) au cours du deuxième trimestre de 2008 ont augmenté de 28 000 \$ (28 000 \$ depuis le début de l'exercice) en raison d'ajouts aux immobilisations.

## **Obligations contractuelles**

Les obligations contractuelles et les engagements commerciaux à respecter dans le rapport annuel de 2007 de la société n'ont pas fait l'objet de changements importants.

## **Opérations entre parties apparentées et engagements hors bilan**

Il n'y a eu aucune opération entre parties apparentées ni aucun engagement hors bilan.

## **Données sur les actions en circulation**

En date du 28 août 2008, il y avait 34 112 440 actions ordinaires en circulation, 2 068 252 options d'achat d'actions en circulation, 16 574 530 bons de souscription en circulation et 420 268 options de rémunération d'achat d'unités en circulation.

## **Perspectives pour 2008-2009**

En 2008, Medicago continue de travailler à la mise au point de son vaccin H5N1 et commence à développer son vaccin annuel contre la grippe. La Société prévoit atteindre les jalons suivant en 2008 et 2009 :

Vaccin contre le virus de la pandémie H5N1 :

- Compléter l'étude sur la provocation au virus mortel et l'immunogénicité chez les furets;
- Tenir une réunion préliminaire sur la demande de CTA avec les autorités de réglementation;
- Compléter une étude de toxicologie;
- Déposer la demande de CTA et mise en route des études de phase I;
- Achever l'étude de phase I.

Vaccins saisonniers :

- Production d'un vaccin trivalent saisonnier à particules pseudo-virales;
- Réaliser les premières études d'immunogénicité;
- Tenir une réunion préliminaire sur la demande de CTA avec les autorités de réglementation.

Partenariats :

- Poursuivre des discussions avec les partenaires actuels et potentiels.

Financement :

- Obtenir du financement supplémentaire afin d'atteindre les étapes visées, des sources additionnelles de financement seront requises en 2008.

## **Facteurs de risques reliés aux instruments financiers**

La société est exposée à différents risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit, dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

### *Risque de marché*

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la Société en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt et les taux de change. L'exposition à la variation des taux d'intérêts est minimale, tel que décrit dans le rapport annuel. Pour l'exposition au taux de change, nous exerçons des activités à l'échelle internationale, et une grande partie de nos charges sont libellées en dollars américains et en Euro mais ces expositions ne sont pas importantes.

### *Risque de crédit*

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. Nos trésoreries sont détenues par l'intermédiaire d'une grande institution financière canadienne. Les sommes à recevoir se composent principalement de taxes à la consommation à recevoir, de crédits d'impôts et de financement à recevoir de gouvernements. Le risque est donc minime.

### *Risque d'illiquidité*

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières.

*Obligations contractuelles au 30 juin 2008*

	Montant total \$	Moins de 1 an \$	1 à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires	807 000	807 000	-	-
Comptes créditeurs et dettes courues	1 175 000	1 175 000	-	-
Contrats de location	911 000	161 000	359 000	391 000
Licenses	687 000	102 000	269 000	316 000
Dettes à long terme	15 646 000	13 000	320 000	15 313 000

La société effectue un suivi hebdomadaire de ses liquidités et lorsque la direction croit que c'est requis, cherche à obtenir du financement sous forme d'émission de titres de participation, d'exercice de bons de souscription d'actions ordinaires en circulation et d'options d'achat d'actions afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Pour plus d'informations, vous référez à la note 3, *Continuité de l'exploitation*.

**Facteurs de risque et incertitudes**

Les facteurs de risque et incertitudes auxquels la société fait face, tel que décrit dans le rapport annuel 2007 de la société, n'ont pas fait l'objet de changements importants.

**Changements concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Il n'est survenu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du trimestre terminé le 30 juin 2008 qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Au nom de la direction,

*(Signé)*

Pierre Labbé, CA

Vice-président et chef de la direction financière

28 août 2008

# **Medicago Inc.**

États financiers consolidés intermédiaires  
(non vérifiés)  
**30 juin 2008**

# Medicago Inc.

## Bilans consolidés intérimaires

	30 juin 2008 \$ (non vérifiés)	31 décembre 2007 \$ (vérifiés)
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents	944 102	223 711
Comptes débiteurs	183 084	69 745
Financement à recevoir	-	71 641
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	1 410 304	844 245
Subventions à recevoir	3 058	9 308
Charges payées d'avance	80 530	92 963
	<u>2 621 078</u>	<u>1 311 613</u>
<b>Immobilisations corporelles</b>	3 986 755	4 060 918
<b>Actifs incorporels</b>	1 256 608	1 289 052
	<u>7 864 441</u>	<u>6 661 583</u>
<b>Passif</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Emprunts bancaires	806 745	750 000
Comptes créditeurs et charges	1 174 754	983 849
Produits reportés relatifs à des contrats de recherche	-	294 400
Partie à court terme de la dette à long terme	13 072	13 072
	<u>1 994 571</u>	<u>2 041 321</u>
<b>Dette à long terme</b> (note 4)	14 699 133	14 451 147
	<u>16 693 704</u>	<u>16 492 468</u>
<b>Capitaux propres négatifs</b>		
<b>Capital social</b> (note 7)	25 454 904	23 465 147
<b>Surplus d'apport</b>	802 514	802 219
<b>Autres composantes des capitaux propres</b> (note 7)		
Options d'achat d'actions	368 097	263 821
Options d'achat d'unités	122 135	122 135
Bons de souscription	2 597 278	1 787 553
<b>Déficit</b>	<u>(38 174 191)</u>	<u>(36 271 760)</u>
	<u>(8 829 263)</u>	<u>(9 830 885)</u>
	<u>7 864 441</u>	<u>6 661 583</u>
<b>Continuité de l'exploitation</b> (note 3)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intérimaires.

Approuvé par le Conseil,

(signé) RANDAL CHASE, PH.D.  
Administrateur

(signé) ANDREW J. SHELDON  
Administrateur

# Medicago Inc.

## Résultats consolidés intérimaires (non vérifiés)

	<u>Période de trois mois terminée le 30 juin</u>		<u>Période de six mois terminée le 30 juin</u>	
	<u>2008</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus de contrats de recherche</b>	<u>583 333</u>	<u>-</u>	<u>2 248 264</u>	<u>18 500</u>
<b>Charges</b>				
Frais de recherche et de développement	1 116 174	875 430	2 231 878	1 614 911
Subventions et versements relatifs aux contrats de recherche	(6 250)	-	(13 750)	(4 375)
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	(352 248)	(310 000)	(691 248)	(386 000)
Frais généraux et administratifs, développement des affaires et propriété intellectuelle	747 460	614 161	1 434 482	1 190 656
Perte (gain) de change	(1 833)	(3 116)	(6 555)	(357)
Amortissement des immobilisations corporelles	122 381	153 810	244 166	292 134
Amortissement des actifs incorporels	27 227	18 212	55 794	49 233
Frais financiers nets (note 8)	<u>507 174</u>	<u>201 739</u>	<u>895 928</u>	<u>459 120</u>
	<u>2 160 085</u>	<u>1 550 236</u>	<u>4 150 695</u>	<u>3 215 322</u>
<b>Perte et perte étendue pour l'exercice</b>	<u>(1 576 752)</u>	<u>(1 550 236)</u>	<u>(1 902 431)</u>	<u>(3 196 822)</u>
<b>Perte de base et diluée par action</b> (note 10)	<u>(0,05)</u>	<u>(0,09)</u>	<u>(0,07)</u>	<u>(0,18)</u>
<b>Continuité de l'exploitation</b> (note 3)				

## Déficit consolidé intérimaire (non vérifié)

	<u>Période de trois mois terminée le 30 juin</u>		<u>Période de six mois terminée le 30 juin</u>	
	<u>2008</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début de la période</b>	36 597 439	31 645 165	36 271 760	30 269 947
Ajustement relatif à l'application d'une nouvelle convention comptable	-	-	-	(271 368)
Perte et perte étendue pour la période	<u>1 576 752</u>	<u>1 550 236</u>	<u>1 902 431</u>	<u>3 196 822</u>
<b>Solde à la fin de la période</b>	<u>38 174 191</u>	<u>33 195 401</u>	<u>38 174 191</u>	<u>33 195 401</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intérimaires.

# Medicago Inc.

Flux de trésorerie consolidé intérimaire (non vérifiés)

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2008 \$	2007 \$	2008 \$	2007 \$
<b>Flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation</b>				
Perte et résultat étendu pour la période	(1 576 752)	(1 550 235)	(1 902 431)	(3 196 821)
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents				
Charges de rémunération à base d'actions	62 339	4 614	104 571	38 861
Amortissement	265 069	201 397	444 795	400 116
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme	195 852	345 228	367 945	663 812
Aide gouvernementale	-	(159 357)	-	(252 094)
Bons de souscription émis à la signature d'un accord de licence	-	-	196 136	-
	(1 053 488)	(1 158 353)	(788 984)	(2 346 126)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 9)	(456 287)	(267 465)	(738 858)	(134 410)
	(1 509 775)	(1 452 818)	(1 527 842)	(2 480 536)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Emprunt bancaire contracté (remboursé)	(128 255)	-	56 745	(300 000)
Dette sans intérêt à long terme contractée	-	181 196	-	330 143
Versements sur la dette à long terme	-	-	(6 536)	(6 536)
Émission d'actions	-	2 000 000	2 600 000	2 000 000
Frais d'émission d'actions	-	(223 969)	(254 914)	(223 969)
	(128 255)	1 957 227	2 395 295	1 799 638
<b>Flux de trésorerie aux activités d'investissement</b>				
Variation du dépôt à terme	-	(100)	-	1 230 088
Acquisition d'immobilisations corporelles	(68 496)	(48 604)	(123 712)	(70 715)
Acquisition d'actifs incorporels	(23 350)	(15 490)	(23 350)	(47 830)
	(91 846)	(64 194)	(147 062)	1 111 543
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents</b>	(1 729 876)	467 215	720 391	430 645
<b>Trésorerie et équivalents au début de la période</b>	2 673 978	406 359	223 711	442 929
<b>Trésorerie et équivalents à la fin de la période</b>	944 102	873 574	944 102	873 574
<b>Renseignements supplémentaires</b>				
Intérêts payés	309 705	2 178	336 272	4 836

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intérimaires.

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

---

## 1. Informations financières intermédiaires

Les informations financières pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2008 et 2007 ne sont pas vérifiées. Toutefois, de l'avis de la direction, tous les redressements qui sont requis pour donner une image fidèle des résultats de ces périodes ont été inscrits. Les redressements apportés sont de nature récurrente normale. Les résultats des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation prévus pour les autres périodes intermédiaires et pour l'exercice.

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) et sont fondés sur les mêmes conventions comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés vérifiés pour la période terminée le 31 décembre 2007, à l'exception de l'application des nouvelles conventions comptables telles que décrites à la note 2 ci-après. Ces états financiers ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels. Ces derniers devraient donc être lus en parallèle avec les plus récents états financiers consolidés annuels de la société.

### *États financiers consolidés*

Le 1<sup>er</sup> avril 2007, la société a effectué une réorganisation corporative regroupant les activités de recherche et de développement sous une nouvelle entité. En conséquence, les états financiers incluent les comptes de Medicago Inc. ainsi que ceux de Medicago R&D Inc., 9177-4083 Québec Inc., 9157-4265 Québec Inc., 9177-4299 Québec Inc., Fiducie Financière Medicago et SAS Medicago Europa.

## 2. Nouvelles normes comptables

### *Adoptées en 2008*

Le 1<sup>er</sup> janvier 2008 la société a adopté les nouvelles normes ci-après :

- Chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir ». Ce chapitre établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers à l'égard de la situation financière et de la performance financière de l'entité; et la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques, voir note 6.
- Chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Ce chapitre établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il reprend les normes de présentation établies par le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation » voir note 6.
- Chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital ». Ce chapitre établit des normes pour la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont celui-ci est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité ainsi que les données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Le chapitre cherche à savoir si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette dérogation, voir note 5.

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

---

- Chapitre 3031, « Stocks ». Ce chapitre établit le traitement comptable des stocks. Il donne des commentaires sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Il donne également des commentaires sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu de répercussions sur les états financiers consolidés.

L'ICCA a amendé le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers » pour y inclure les critères permettant de déterminer la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation (hypothèse de la continuité d'exploitation).

## *Modifications comptables futures*

Chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008. Par conséquent, la société appliquera ces nouvelles normes à son exercice commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Le chapitre 3064 définit les normes que doivent adopter les entreprises à but lucratif pour constater, évaluer et présenter les écarts d'acquisition suite à leur constatation initiale ainsi que les actifs incorporels, et pour fournir l'information requise à cet égard. Les normes visant les écarts d'acquisition sont les mêmes que celles décrites à l'ancien chapitre 3062. La société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers consolidés.

En 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du *Plan de mise en œuvre pour l'intégration des Normes internationales d'information financière (IFRS) dans les PCGR canadiens* du CNC. Ce plan fournit un aperçu des décisions cruciales que devra prendre l'ICCA afin d'harmoniser les normes des principes comptables généralement reconnus du Canada et les IFRS lors de la mise en œuvre du plan stratégique. Bien que les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR canadiens, des divergences importantes en matière de politiques comptables devront être aplanies. L'ICCA a confirmé que la transition des PCGR canadiens aux IFRS s'effectuera le 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour les sociétés tenues de rendre des comptes publics. Dans la foulée de ces changements, la société est présentement en train d'élaborer des plans internes de mise en œuvre afin de se conformer aux lignes directrices des futures obligations en matière de reddition de comptes.

### **3. Continuité de l'exploitation**

Après révision de son plan stratégique et des budgets et prévisions correspondants, la direction croit que la société a, à l'heure actuelle, suffisamment de trésorerie et équivalents et accès à des trésoreries pour financer les dépenses prévues pour réaliser sa stratégie jusqu'au début du quatrième trimestre de 2008.

Bien que les états financiers consolidés ci-joints aient été établis selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, où les actifs sont réalisés et les passifs acquittés dans le cours normal des activités, certains faits et circonstances suscitent un doute substantiel sur le bien-fondé de cette hypothèse. La société n'a pas encore atteint la rentabilité et a dû recourir principalement à des sources de financement hors exploitation pour financer ses activités. La capacité de la société de poursuivre son exploitation dépendra de la capacité de la direction de mettre en œuvre son plan d'affaires avec succès, notamment l'augmentation des revenus et le développement des produits. La société tente d'obtenir du financement sous forme d'emprunts ou de titres de participation, mais elle ne peut fournir l'assurance qu'elle y parviendra. Les présents états financiers ne

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

comprennent pas les ajustements ou les informations à fournir qui pourraient découler de l'incapacité de la société de poursuivre son exploitation. Si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée pour l'établissement des présents états financiers, des ajustements devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des pertes et au classement des postes du bilan.

La direction est d'avis que la société doit recourir immédiatement à des financements supplémentaires sous forme d'emprunts ou de titres de participation pour poursuivre son exploitation. Il n'y a aucune assurance que la direction réussira dans ces démarches.

## 4. Dette à long terme

	30 juin 2008 \$  (non-vérifiés)	31 décembre 2007 \$  (vérifiés)
Prêt d'Investissement Québec (« IQ »), au taux préférentiel majoré de 3%, remboursable annuellement à compter de mars 2008 à raison de 25% du bénéfice net, y compris les amortissements, généré au cours de l'exercice précédent, sur une période se terminant au plus tard le 21 décembre 2014, garanti par une charge fixe et flottante de premier rang de 16 000 000 \$ sur l'ensemble des immobilisations corporelles et de la propriété intellectuelle de la société	a) 15 028 340	14 717 187
Contribution en vertu d'un programme fédéral à l'innovation, remboursable par versements semestriels de 6 536 \$ depuis avril 2005, sans intérêt	17 010	21 653
Contribution remboursable consentie en vertu du programme Partenariat Technologique Canada (« PTC »), sans intérêt	b) 423 371	384 618
Contribution en vertu d'un programme fédéral à l'innovation, remboursable par versements annuels de 28 458 \$ à compter de janvier 2009, sans intérêt	c) 177 597	161 452
Frais de financement reportés	(934 113)	(820 691)
	<hr/> 14 712 205	<hr/> 14 464 219
Moins la partie à court terme	13 072	13 072
	<hr/> 14 699 133	<hr/> 14 451 147

- a) Le 28 juillet 2003, la société a signé un contrat d'emprunt de 12 000 000 \$ avec IQ dans le cadre du programme Bio-Levier. Au 30 juin 2008, la société a utilisé un montant de 12 000 000 \$ majoré d'intérêts capitalisés de 3 028 340 \$.

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

---

Les modalités du contrat d'emprunt se résument comme suit :

- i) Au cours des trois premières années, la société peut reporter les versements en capital et capitaliser les intérêts. Par la suite, les intérêts sont payables mensuellement à compter du 21 décembre 2007.
  - ii) En avril 2008, IQ a accepté de capitaliser 50 % des intérêts pour 2008. En échange, Medicago a émis 643,877 bons de souscription visant l'achat d'un nombre équivalent d'actions ordinaires à un prix de 0,70 \$ par action, pour une période de trois ans.
  - iii) À la demande de la société, et sous réserve de certaines conditions, IQ peut libérer la charge fixe et flottante de premier rang sur toute propriété intellectuelle choisie dans l'éventualité où la société exécuterait un contrat d'octroi de licence, de commercialisation ou d'exploitation.
  - iv) En vertu du contrat, la société s'est engagée à atteindre un ratio du fonds de roulement de plus de 1,3:1. Au 30 juin 2008, le ratio du fonds de roulement était à 1,31.
- b) En vertu du programme de contributions fédérales, PTC, la société a droit à une contribution remboursable correspondant à 33% de ses dépenses admissibles engagées relativement à l'optimisation et à l'accroissement de son unité de production, et ce, jusqu'à un montant maximal de 848 200 \$. Des redevances de 2% sur le produit de trésorerie brut, de quelque nature qu'il soit, devront être versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 d'après le produit de trésorerie brut de l'exercice précédent. Ces redevances devront être versées à la date la plus rapprochée des suivantes : le remboursement complet de la contribution ou d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2019; après cette date, aucun autre versement ne sera requis. Conformément à ce programme, la société s'est engagée à atteindre un ratio du fonds de roulement de plus de 1,3 :1.
- c) En vertu d'un programme fédéral à l'innovation, la société a reçu une contribution remboursable de 300 000\$ correspondant à 47,1% des dépenses admissibles engagées par la société relativement au développement des affaires et à la propriété intellectuelle. Cette contribution est remboursable par versements annuels, débutant deux ans après la date de fin du projet, lequel s'est terminé le 1<sup>er</sup> septembre 2007.

Les versements en capital à effectuer au cours de chacun des cinq prochains exercices, abstraction faite du prêt d'IQ, s'établissent comme suit :

	\$
2008	13 072
2009	173 069
2010	160 000
2011	160 000
2012	160 000

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

---

## 5 Gestion du capital

Les objectifs de la société en matière de gestion du capital sont la préservation de la capacité de la société de rester en exploitation afin de fournir un rendement adéquat à ses actionnaires et de s'assurer d'un niveau suffisant de liquidités pour financer ses activités de recherche et de développement, les frais généraux et les frais d'administration, le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations, notamment celles associées aux brevets et marques de commerce. La société prend toutes les mesures à sa disposition pour gérer ses liquidités de manière à éviter que ses actionnaires ne subissent les contrecoups d'une dilution.

La société regroupe les capitaux propres et la dette à long terme dans la définition du capital.

La société gère sa structure du capital et y apporte des ajustements en fonction des fonds disponibles pour gérer ses activités.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la société peut émettre de nouvelles actions, de nouvelles dettes ou acquérir ou céder des actifs. Il n'y a aucune assurance que les actions, si elles étaient mises en œuvre, porteraient fruit.

La société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital de la part d'organisme de réglementation.

## 6 Facteurs de risque reliés aux instruments financiers

La société est exposée à différents risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit, dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. La société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

### *Risque de marché*

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la société en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt et les taux de change. L'exposition à la variation des taux d'intérêts est minimale, tel que décrit dans le rapport annuel. Pour l'exposition au taux de change, nous exerçons des activités à l'échelle internationale, et une partie de nos charges sont libellées en dollars américains et en Euros mais ces expositions ne sont pas importantes.

### *Risque de crédit*

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. Nos trésoreries sont détenues par l'intermédiaire d'une grande institution financière canadienne. Les sommes à recevoir se composent principalement de taxes à la consommation à recevoir, de crédits d'impôts et de financement à recevoir de gouvernements, le risque est donc minime.

### *Risque d'illiquidité*

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières.

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

## Obligations contractuelles au 30 juin 2008

	Montant total \$	Moins de 1 an \$	1 à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
Emprunts bancaires	807 000	807 000	-	-
Comptes créditeurs et dettes courues	1 175 000	1 175 000	-	-
Contrats de location	911 000	161 000	359 000	391 000
Licences	687 000	102 000	269 000	316 000
Dettes à long terme	15 646 000	13 000	320 000	15 313 000

La société effectue un suivi hebdomadaire de ses liquidités et lorsque la direction croit que c'est requis, cherche à obtenir du financement sous forme d'émission de titres de participation, d'exercice de bons de souscription d'actions ordinaires en circulation et d'options d'achat d'actions afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Pour plus d'informations, vous référez à la note 3, *Continuité de l'exploitation*.

## 7. Capital social

Le capital social autorisé de la société est dorénavant constitué de ce qui suit :

- Autorisé
  - Nombre illimité d'actions, sans valeur nominale, des catégories suivantes :
    - Actions ordinaires, votantes et participantes
    - Actions privilégiées, dont les droits, privilèges et conditions seront fixés par le conseil d'administration avant leur émission

Le capital social émis a varié comme suit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007:

	Pour la période de 6 mois terminée le 30 juin		Pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre	
	2008		2007	
	Nombre	\$	Nombre	\$
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde au début de l'exercice	21 112 440	23 465 147	17 112 440	22 152 413
Actions émises dans le cadre d'un placement privé	13 000 000	2 158 000	4 000 000	1 540 000
Frais d'émission *	-	(168 243)	-	(227 266)
<b>Total du capital social</b>	<b>34 112 440</b>	<b>25 454 904</b>	<b>21 112 440</b>	<b>23 465 147</b>

\* Les frais d'émission d'actions ont été répartis entre les actions ordinaires et les bons de souscription au prorata de la juste valeur marchande.

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

- i) Le 14 mars 2008, la société a émis 13 000 000 d'unités au prix de 0,20 \$ l'unité pour un produit brut total de 2 600 000 \$ (le « Placement privé »). Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la société et d'un demi bon de souscription d'actions permettant au détenteur d'acheter une action ordinaire au prix de 0,25 \$.
- ii) Le produit brut du Placement privé de 2 600 000 \$ est réparti entre les 13 000 000 d'actions ordinaires pour un montant brut de 2 158 000 \$ et les 6 500 000 de bons de souscription rattachés à chaque unité pour un montant brut de 442 000 \$ (c). Dans le cadre de ce financement, la société a versé une commission en espèces de 215 070 \$.
- iii) Le 29 mai 2007, la société a émis 4 000 000 d'unités au prix de 0,50 \$ l'unité pour un produit brut total de 2 000 000 \$ (le « Placement privé »). Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la société et d'un bon de souscription d'actions permettant au détenteur d'acheter une action ordinaire au prix de 0,75 \$.
- iv) Le produit brut du Placement privé de 2 000 000 \$ est réparti entre les 4 000 000 d'actions ordinaires pour un montant brut de 1 540 000 et les 4 000 000 de bons de souscription rattachés à chaque unité pour un montant brut de 460 000 \$ (c). Dans le cadre de ce financement, la société a versé une commission en espèces de 7 % du produit brut du financement, soit 140 000 \$. La société a également octroyé au placeur pour compte une option d'achat d'unités incessible lui permettant de souscrire, avant le 29 mai 2009, à 280 000 options au prix de 0,50 \$ l'action à titre de frais de financement (b). Chaque option permet au détenteur d'acheter une action ordinaire au prix de 0,50 \$.
- a) Options d'achat d'actions

Le tableau suivant présente les changements survenus à l'égard des options d'achat d'actions depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

	Période de six mois terminé le 30 juin 2008			Exercice terminé le 31 décembre 2007		
	Nombre	Valeur comptable \$	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Valeur comptable \$	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation au début de la période	1 415 958	263 821	1,10	1 628 978	110 926	1,12
Octroyées	742 294	-	0,66	97 000	-	0,91
Exercées	-	-	-	-	-	-
Annulées	(1 333)	(295)	1,00	(310 020)	(4 185) *	1,17
Charges de rémunération	-	104 571	-	-	157 080	-
En circulation à la fin de la période	2 156 919	368 097	0,94	1 415 958	263 821	1,10
Options exerçables à la fin de la période	824 617	-	1,16	751 258	-	1,13

\* Au cours de la période de six mois se terminant le 30 juin 2008, 1 333 options d'achat d'actions ont été annulées (310 020 en 2007). Le crédit correspondant au montant de 295 \$ (4 185 \$ en 2007) a été inscrit à titre de surplus d'apport.

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

Le tableau suivant résume certaines informations sur les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 30 juin 2008 :

Prix de levée	Options d'achat d'actions en circulation			Options d'achat d'actions actuellement exerçables	
	Nombre	Moyenne pondérée de la période résiduelle de levée (mois)	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
0,62 \$ à 0,66\$	767 294	57	0,65	-	-
1,00 \$	858 831	37	1,00	310 830	1,00
1,11 \$	378 706	27	1,11	378 706	1,11
1,50 \$ à 1,68 \$	152 088	36	1,68	135 081	1,68
	2 156 919	42	0,94	824 617	1,16

## Hypothèses utilisées pour déterminer les charges de rémunération à base d'actions

Le tableau ci-dessous présente les hypothèses utilisées pour déterminer les charges de rémunération à base d'actions selon le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes :

	Période de six mois terminée le 30 juin 2008	Exercice terminé le 31 décembre 2007
Taux de rendement des actions	Néant	Néant
Volatilité prévue	95%	82,73 %
Taux d'intérêt sans risque	3,08%	4,12 %
Durée de vie prévue (années)	5,00	5,00
Nombre d'options octroyées	742 294	97 000
Juste valeur moyenne pondérée des options octroyées (\$)	0,45	0,58

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

## b) Options d'achat d'unités

Le tableau suivant présente les changements survenus à l'égard des options d'achat d'unités depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008			Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007		
	Nombre	Valeur comptable \$	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Valeur comptable \$	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation et exerçables au début de l'exercice	420 268	122 135	0,83	140 268	55 495	1,00
Octroyées au placeur pour compte dans le cadre d'un placement privé	-	-	-	280 000	66 640	0,75
En circulation et exerçables à la fin de l'exercice	420 268	122 135	0,83	420 268	122 135	0,83

Le tableau suivant résume certaines informations sur les options d'achat d'unités en circulation et exerçables au 30 juin 2008 :

Prix de levée	Nombre	Moyenne pondérée de la période résiduelle de levée (années)
1,00 \$	140 268	0,17
0,75 \$	280 000	0,91
	420 268	0,66

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

## c) Bons de souscription

Le tableau suivant présente les changements survenus à l'égard des bons de souscription depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008			Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007		
	Nombre	Valeur comptable \$	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Valeur comptable \$	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation et exerçables au début de l'exercice	7 430 653	1 787 553	1,05	3 872 321	1 395 437	1,11
Octroyés à la signature d'un contrat de licence non exclusif *	2 000 000	196 136	0,23	-	-	-
Octroyés aux souscripteurs dans le cadre d'un placement privé	6 500 000	442 000	0,25	4 000 000	460 000	0,75
Octroyées à Investissement Québec (voir note 4a) ii))	643 877	258 260	0,70	-	-	-
Annulés **	-	-	-	(441 668)	-	-
Frais d'émission de bons de souscription	-	(86 671)	-	-	(67 884)	-
En circulation et exerçables à la fin de l'exercice	16 574 530	2 597 278	0,56	7 430 653	1 787 553	0,92

\* Selon les modalités de la convention de licence non-exclusive, la société a émis 2 000 000 de bons de souscription. Chaque bon de souscription donne droit à son détenteur d'acheter une action à un prix de 0,23 \$ pour la première année, 0,25 \$ pour la deuxième année et 0,27 \$ pour la troisième année se terminant le 7 février 2011.

\*\* Aucune valeur comptable n'a été attribuée à ces bons de souscription puisque ceux-ci ont été octroyés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

Le tableau suivant résume certaines informations sur les bons de souscription en circulation et exerçables au 30 juin 2008 :

Prix de levée	Nombre	Moyenne pondérée de la période résiduelle de levée (années)
0,23 \$	2 000 000	2,61
0,25 \$	6 500 000	1,70
0,70 \$	643 877	2,85
0,75 \$	4 000 000	0,91
1,10 \$	2 003 834	0,16
1,12 \$	1 426 819	3,17
	<u>16 574 530</u>	<u>2,85</u>

La juste valeur des bons de souscription a été estimée selon le modèle d'évaluation de Black et Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	Période de six mois terminée le 30 juin 2008	Exercice terminé le 31 décembre 2007
Taux de rendement des actions	Néant	Néant
Volatilité prévue	93%	85%
Taux d'intérêt sans risque	2,62 %	4,53%
Durée de vie prévue (années)	2,29	2,00
Juste valeur des bons de souscription octroyés (\$)	0,098	0,115

## 8 Frais financiers nets

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	339 338	345 228	672 032	663 812
Intérêts et frais bancaires	52 833	2 736	78 865	6 365
Amortissement des frais de financement reportés	115 462	29 375	144 837	58 750
Revenus d'intérêts	(459)	(16 242)	(806)	(17 713)
Subventions	-	(159 358)	-	(252 094)
	<u>507 174</u>	<u>201 741</u>	<u>895 928</u>	<u>459 120</u>

# Medicago Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intérimaires (non vérifiés)

30 juin 2008

---

## 9 Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Comptes débiteurs, subventions et financement à recevoir	(71 597)	(114 795)	(35 448)	(73 197)
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	(227 059)	(60 150)	(566 059)	264 317
Charges payées d'avance	58 168	27 215	12 433	(31 368)
Comptes créditeurs et charges	(132 466)	(119 735)	145 216	(294 162)
Produits reportés relatifs à des contrats de recherche	(83 333)	-	(294 400)	-
	<u>(456 287)</u>	<u>(267 465)</u>	<u>(738 258)</u>	<u>(272 558)</u>

## 10 Résultat par action

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation utilisé lors des calculs du résultat dilué par action :

	Période de trois mois terminée le 30 juin		Période de six mois terminée le 30 juin	
	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	<u>34 112 440</u>	<u>21 112 440</u>	<u>28 826 726</u>	<u>17 445 773</u>

Pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 juin 2008 et 2007, il n'y avait aucune différence entre la perte de base par action et la perte diluée par action car l'effet de dilution des options d'achat d'actions et des bons de souscription n'étaient pas inclus dans le calcul sinon l'effet aurait été anti-dilutif. Par conséquent, la perte diluée par action pour ces périodes et exercices a été calculée d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

## 11 Chiffres correspondants

Certains postes de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un nouveau classement afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice courant.